

Une réforme, oui mais pour quoi faire ?

Le lycée, c'est notamment le moment où des choix d'orientation s'affinent pour les jeunes. Outre l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences pour une poursuite d'études ou pour une insertion professionnelle, il doit donc aider les élèves et leurs familles à se déterminer.

Une réforme au pas de charge sous la contrainte d'économies budgétaires, comme le gouvernement a tenté de l'imposer, personne n'en veut.

Mais, pour améliorer la réussite de tous les élèves, une réforme est absolument nécessaire.

- En classe de seconde, à 15 ou 16 ans, on ne sait pas forcément ce que l'on veut faire ? Alors, les jeunes doivent pouvoir y découvrir les différents domaines pour choisir ensuite en connaissance de cause.

- Tous les élèves n'apprennent pas au même rythme ? Alors, il faut leur proposer des parcours souples et individualisés.

Tous les élèves doivent devenir autonomes ? Alors, il ne faut pas compter que sur les familles, le lycée doit aussi les y aider.

Agissons ensemble pour une réforme qui marche, c'est-à-dire concertée, financée et visant clairement un seul objectif : la réussite de tous les élèves.

Enseigner : le seul métier qui ne s'apprendrait plus ?



Pour enseigner, un haut niveau d'études ne suffit pas ; il faut aussi connaître l'Enfant, la Jeunesse, et avoir une solide formation pédagogique. Pourtant, le gouvernement a décidé, seul encore une fois, de faire une croix sur la dimension professionnelle de la formation des enseignants !

Désormais, les IUFM, écoles professionnelles, sont dessaisis de la formation des enseignants au profit de l'Université.

La connaissance pratique de la classe, l'apprentissage du métier sur le terrain passent au second plan. Le recrutement des enseignants se fera à master 2 (bac+5). Qui pourra se payer de telles études ? On réserve ainsi définitivement le métier à certaines catégories alors qu'enseigner à l'École publique, c'est accueillir et comprendre les élèves de toutes origines sociales.

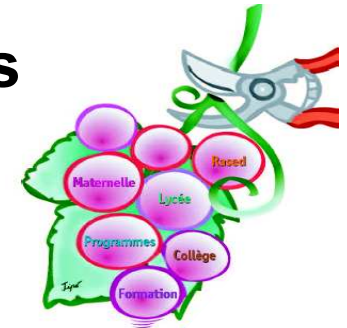
Arrêtons ce gâchis ! Les élèves ont droit à des enseignants bien formés.

S'il faut améliorer la formation des maîtres,

c'est pour renforcer leurs compétences professionnelles.



Les raisons de notre colère



Chers parents,

Vous connaissez les enseignants, notamment par les contacts personnels que vous avez avec eux concernant la scolarité de votre enfant. Mais aujourd'hui, nous, enseignants, avons choisi de nous adresser plus collectivement à vous. Cette démarche peu habituelle correspond à une situation exceptionnelle...

Nous ne pouvons plus garder pour nous notre inquiétude face à une politique gouvernementale qui déstabilise et affaiblit l'École. Si nous sommes en colère, ce n'est pas pour des raisons de corporation même si, comme tous les salariés, nous sommes soucieux de nos conditions de travail et de rémunération.

Non, ce qui nous mobilise, c'est le sentiment qu'une série de mesures brutales, imposées sans concertation, sont en train de dégrader de façon irréversible notre système éducatif alors qu'il faudrait, au contraire, le soutenir pour le faire mieux fonctionner.

Il n'est pas possible par exemple de ne voir dans l'Éducation qu'un objet d'économies budgétaires comme les autres. Or, le budget de l'Éducation nationale prévoit la disparition de 13 500 emplois à la rentrée de septembre prochain et... le gouvernement y voit un minimum à reproduire sur les deux années suivantes : cela voudrait dire, au bas mot, 40 000 postes retirés en trois ans alors que les effectifs globaux d'élèves à accueillir seront à la hausse !

Dans cette affaire, le plus important, ce n'est pas que nous, enseignants, soyons touchés mais que nos élèves, vos enfants, risquent d'en subir les conséquences. C'est pour cela que nous nous mobilisons. Bien entendu, vous avez la possibilité de vous informer et d'agir avec vos associations de parents d'élèves, notamment la FCPE. Mais il nous a semblé important, par ce document, de vous expliquer les raisons de notre démarche. En effet, avec l'avenir des enfants et des jeunes, c'est tout simplement l'avenir de notre pays qui se joue.

Bien cordialement

Luc Bérille, *secrétaire général du SE-UNSA,*